Communiqué commun des fédérations des Finances

TOUS ENSEMBLE DEFENDONS NOS MISSIONS ET NOS EMPLOIS

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA se sont réunies ce 4 juillet à l'issue du CTM portant sur l'examen du bilan social pour réaffirmer les revendications des agents dont les missions relèvent des ministères de Bercy. A la veille de la Conférence sociale des 9 et 10 juillet, elles ont analysé, les premières annonces du gouvernement concernant nos ministères.

Lors des rencontres avec les ministres, les fédérations CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA ont toutes rappelé la nécessité de l'unicité du ministère, avec un Secrétariat général et un CTM unique. Elles attendent maintenant que les ministres président un CTM dès la rentrée et s'expriment sur les orientations qu'ils veulent mettre en œuvre à Bercy et répondent sur l'ensemble des revendications portées par les fédérations.

Afin de mesurer pleinement les conséquences des politiques menées depuis plus de dix ans aux Finances, sur l'exercice de nos missions de service public et sur les conditions de vie au travail des agents, les fédérations demandent qu'un état des lieux contradictoire soit réalisé au niveau ministériel et directionnel.
C'est pourquoi, elles exigent l'arrêt des réformes, (RGPP, Réate), et des suppressions d'emplois dans toutes les administrations et établissements dépendant de Bercy.

Les premières déclarations des ministres de Bercy et la déclaration de politique générale du Premier ministre, ne font que confirmer les choix négatifs à l'encontre des agents des Finances quel que soit leur statut, tant sur les missions que sur les emplois. Elles accentuent la stigmatisation des ministères jugés « non prioritaires ». Pour nos fédérations, les missions des ministères de Bercy doivent, au contraire, être considérées comme importantes et prioritaires, pour répondre aux dégâts provoqués par la crise du système économique et financier.

Les fédérations revendiquent, aussi, une revalorisation immédiate du point d'indice des traitements et des indemnités liées aux frais de déplacement.
Les fédérations des finances exigent le respect des engagements ministériels sur les plans de qualifications, leur reconduction et leur amélioration, ainsi que la fin du blocage par le ministère de la Fonction publique des dossiers du 8ème échelon du C et la suppression du jour de carence.

Les fédérations des Finances revendiquent l'ouverture de véritables négociations à Bercy sur les moyens nécessaires pour mener une politique ministérielle à la hauteur des attentes des personnels, notamment en matière d'Hygiène et de Sécurité et d'Action Sociale. Les engagements de suivi de l'action des différentes directions pris lors du CTPM d'octobre 2011 sur les conditions de travail doivent être rapidement tenus et les tentatives répétées de réduire les moyens et le réseau de l'action sociale ministérielle doivent cesser.

Les fédérations dénoncent et condamnent cette orientation politique et considèrent, dès à présent, que la mobilisation la plus large est nécessaire dès à présent pour s'opposer aux mesures de rigueur que le gouvernement veut imposer aux agents des ministères économiques et financiers.

Les fédérations des Finances agiront pendant la période estivale à tous les niveaux utiles pour infléchir les premières orientations dans le domaine de l'emploi et des traitements et se réuniront dès la rentrée pour décider ensemble et rapidement des formes d'actions à mettre en œuvre pour obtenir la satisfaction des revendications exprimées par les agents des Finances.

Paris, le 6 juillet 2012